

# De meilleurs salaires et plus d'emplois: comment le Brésil a obtenu les deux

*Paulo Eduardo de Andrade Baltar*

Jusqu'ici, le XXI<sup>e</sup> siècle a été favorable à un grand nombre de Brésiliens. L'emploi formel et le salaire minimum ont augmenté, le pouvoir d'achat de ceux dont la rémunération se situe dans la moyenne s'est rétabli, le chômage a baissé et la sous-traitance non déclarée a été endiguée. Les revenus moyens des ménages ont augmenté et la pauvreté a diminué. Une évolution positive au plan macroéconomique, un éventail de politiques gouvernementales progressistes et une amélioration des résultats de la négociation collective ont été autant d'éléments qui ont joué un rôle à cet égard<sup>1</sup>.

## *Rétablissement du pouvoir d'achat*

Sous les deux présidences successives de Luiz Inácio Lula da Silva («Lula»), l'inégalité de revenu au Brésil n'a connu qu'une légère baisse, passant d'un indice de Gini de 0,58 en 2002 à 0,55 en 2008. Bien plus significatif est le net changement de la configuration du marché du travail qui a eu une incidence très positive sur les niveaux de pauvreté. De 61,4 millions d'individus en 2003, le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté est passé à 41,5 millions en 2008 (soit une baisse de 34,3 à 21,9 pour cent de la population totale). Le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté absolue est passé de 26,1 millions d'individus en 2003 à 13,9 millions en 2008 (de 14,6 à 7,3 pour cent de la population).

Le redressement du pouvoir d'achat du salaire minimum a été un élément capital à cet égard. Il s'est réellement accéléré à partir de 2005, quand le gouvernement fédéral s'est expressément engagé à l'encourager. Entre 2003 et 2008, le salaire minimum a augmenté plus rapidement que l'inflation, ce qui a procuré des gains réels importants (38,3 pour cent) aux travailleurs situés à la base de la pyramide des revenus. Le gouvernement a établi une politique d'ajustement annuel qui tient compte de l'inflation passée et ajoute la croissance moyenne du PIB sur

**Entre 2003 et 2008, le salaire minimum a augmenté plus rapidement que l'inflation**

les deux années précédentes. Il y a également eu une croissance importante, bien que plus faible, du salaire médian réel. Son pouvoir d'achat a augmenté de 23,5 pour cent.

### *Formaliser les emplois*

La hausse du taux de croissance moyen du PIB sur la période 2004-2008 a eu d'importantes conséquences positives. Le marché du travail a absorbé un plus grand nombre d'individus en âge de travailler et le chômage a diminué. En même temps, le poids relatif de l'emploi informel, du travail indépendant et du travail non rémunéré a baissé. La proportion de l'emploi formel dans

### **Il y a eu une augmentation particulièrement nette de la formalisation des emplois pour les jeunes**

l'ensemble de la population active (y compris les chômeurs) a augmenté, passant de 36,1 pour cent en 2004 à 40,9 pour cent en 2008. Il y a eu une augmentation particulièrement nette de la formalisation des emplois pour les jeunes. C'est un élément important car la formalisation intègre les travailleurs dans le champ d'application des dispositions de la législation du travail et de la sécurité sociale. Plus de 95 pour cent des emplois formels créés correspondent à des contrats à durée indéterminée. Cependant, cela ne signifie pas qu'il y a sécurité de l'emploi. Les employeurs brésiliens jouissent d'une grande flexibilité en ce qui concerne les embauches et les licenciements. Par exemple, en 2009, au beau milieu de la crise, un tout petit peu moins d'un million d'emplois formels ont été créés pour un total de 33 millions d'employés enregistrés au Brésil. Mais il s'agissait du chiffre exprimant la création nette d'emplois. Il y a eu 15,2 millions de licenciements et 16,2 millions de nouvelles embauches.

Au Brésil, l'expérience récente contredit l'hypothèse fréquemment avancée selon laquelle l'établissement d'un salaire minimum entraînera des pertes nettes d'emplois et des pressions inflationnistes. En fait, elle souligne l'importance de la réglementation du marché du travail national par les pouvoirs publics. Au Brésil, les travailleurs qui sont employés dans l'économie formelle ne peuvent pas toucher une rémunération inférieure au minimum légal établi. Mais le salaire minimum est aussi un point de référence pour la plupart des travailleurs du secteur informel et pour beaucoup de travailleurs indépendants. Et sa réévaluation a eu une incidence positive sur les négociations salariales, en particulier sur la fixation de salaires planchers pour certaines catégories de professions.

### *Transferts de revenu*

Les dispositions en matière de sécurité sociale ont constitué un autre moyen important de redistribution du revenu. L'établissement d'un régime non financé

par des cotisations pour les travailleurs ruraux a contribué à les placer sur un pied d'égalité par rapport aux travailleurs urbains, et une allocation permanente (en liquide) a garanti un revenu à certains groupes particulièrement défavorisés. Dans les deux cas, l'allocation ne peut être inférieure à la valeur du salaire minimum (dans le droit fil des lignes directrices générales en matière de sécurité sociale pour les pensions de retraite ou les pensions de réversion). Mais la politique explicite de réévaluation du salaire minimum n'a pas provoqué d'aggravation des déficits de la sécurité sociale car la bonne performance de l'économie et l'expansion des emplois formels ont entraîné une forte augmentation des recettes du régime. Par ailleurs, la hausse du pouvoir d'achat des retraités ruraux et des autres bénéficiaires pauvres s'est traduite par une augmentation du revenu disponible dans les petites collectivités du pays, en particulier celles du Nord-Est où sévit la pauvreté. Cette plus grande efficacité de la couverture de la sécurité sociale a aussi indirectement aidé à améliorer le marché du travail, dans la mesure où les citoyens âgés qui bénéficient d'un revenu garanti peuvent se permettre de cesser de chercher du travail. Et cela permet aussi à certains mineurs dépendants d'éviter de se présenter prématurément sur le marché du travail, ce qui réduit l'incidence du travail des enfants.

Les divers dispositifs de transfert de revenu conditionnels ont été regroupés dans un programme unique d'allocations familiales qui couvre maintenant 11 millions de familles. Dans le cadre de ce programme, un complément monétaire est versé aux familles dont le revenu par tête est très bas. En échange, elles acceptent de maintenir la scolarisation de leurs enfants, jeunes et adolescents, de solliciter des soins médicaux pour les femmes enceintes et les nouveau-nés et de ne plus faire travailler leurs enfants. Ce programme est censé apporter un soutien temporaire, en ménageant du temps aux membres de la famille pour qu'ils s'insèrent mieux sur le marché du travail. Cependant, même durant la période de croissance économique et d'expansion de l'emploi des années 2004-2008, la grande majorité des familles n'ont pas réussi à remplir les conditions pour sortir de ce programme.

L'assurance-chômage est un autre filet de sécurité important. En dépit de l'expansion de l'emploi qui s'est produite en 2004-2008, le nombre de personnes touchant des indemnités de chômage a en fait augmenté. En effet, l'augmentation du nombre d'emplois formels, qui s'est traduite par un accroissement du nombre de personnes couvertes par l'assurance-chômage, n'est pas allée de pair avec une réduction de l'instabilité de l'emploi. La hausse des dépenses d'allocations chômage a aussi été provoquée par la croissance réelle du salaire minimum, étant donné que l'indemnité minimale est égale au salaire minimum légal. Les indemnités de chômage ont aidé à maintenir le pouvoir

de consommation des ménages durant la période la plus dure de la crise économique, entre la fin de 2008 et le début de 2009. Les indemnités ont aussi contribué à promouvoir le travail décent au Brésil car elles sont payables aux travailleurs dont les conditions de travail s'apparentent à de l'esclavage, durant le temps qu'il faut pour les réinsérer sur le marché du travail.

### *Rôle des syndicats*

Bien qu'il compte sept centres syndicaux reconnus et plus de 1600 syndicats, le mouvement syndical brésilien a fait preuve d'une plus grande unité d'action ces dernières années. Même durant la crise de 2008-2009, un grand nombre de catégories professionnelles ont réussi à négocier une hausse du pouvoir d'achat de leurs salaires. Le contexte des négociations a nettement changé depuis 2003. On ne fait plus de concessions sur les droits en échange du maintien de l'emploi. La relance de l'agenda national pour le développement a incité les syndicats à se préoccuper de plus en plus de récupérer les droits perdus et de formuler des demandes générales – notamment concernant la semaine de quarante heures. Les relations des syndicats avec le gouvernement se sont aussi améliorées, facilitées par les origines sociales du Président Lula et par les dispositions constitutionnelles prévoyant une plus grande participation des acteurs sociaux à l'élaboration des politiques publiques.

### *Un véritable agenda pour le développement*

Le marché du travail brésilien connaît encore d'importants problèmes structurels, mais il existe des possibilités de développement durable dans les années à venir. Ce développement devrait se caractériser par une politique de croissance économique, une politique industrielle active et une coordination des efforts déployés pour résoudre les problèmes d'infrastructure, d'environnement, d'expansion des services publics, d'intégration des filières productives, d'investissement dans la science et la technologie et de restructuration de l'Etat. A condition de pouvoir créer des emplois, il est également possible d'étendre la réglementation publique du travail et la protection sociale. Les institutions publiques devraient être renforcées pour lutter contre les fraudes sur le marché du travail. La convention de l'OIT sur le licenciement<sup>2</sup> devrait être appliquée pour faire obstacle aux exemptions injustifiées. Bien que le Brésil ait ratifié cette convention en 1995, il s'en est retiré dès 1996. Une réforme des syndicats devrait être mise en place de façon à accroître leur représentativité et à garantir leurs droits d'organisation sur le lieu de travail. Il est également capital d'assurer la continuité de la politique de réévaluation des salaires, en particulier le salaire minimum légal.

Le Brésil peut et devrait créer un modèle de développement qui distribue le revenu et défend la dignité de ses citoyens.

## Notes

<sup>1</sup> Paulo Eduardo de Andrade Baltar et coll., *Moving towards Decent Work. Labour in the Lula government: Reflections on recent Brazilian experience*, document de travail n° 9 de la GLU (Berlin, 2010).

<sup>2</sup> Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982.

*Paulo Eduardo de Andrade Baltar est chercheur au Centre d'économie du travail et d'études syndicales (CESIT) à l'Institut d'économie de l'Université d'Etat de Campinas (UNICAMP), Campinas, São Paulo, Brésil.*